

Tunisie/Politique

La Tunisie, sous tension, marque le 7e anniversaire de sa révolution

AFP
Tunis/Tunisie

LA Tunisie a marqué, hier, le 7e anniversaire de sa révolution dans un contexte de vive tension sociale, comme en témoignent de récents troubles, en raison de la persistance des mêmes maux : pauvreté, chômage, corruption à l'origine de la chute de la dictature.

La veille, plusieurs manifestations à l'appel de partis et de syndicats étaient prévues pour marquer l'anniversaire du soulèvement qui provoqua la chute de Zine el Abidine Ben Ali, après 23 ans de règne sans partage et fut le point de départ des révoltes arabes. En milieu de matinée, sous un important dispositif de sécurité, des centaines de partisans du mouvement islamiste Ennahdha se trouvaient déjà sur l'avenue Habib Bourguiba, épice de la contestation de janvier 2011, a constaté un journaliste de l'AFP. Un groupe de musique donnait une atmosphère de fête sur l'artère, ornée pour l'occasion de drapeaux tunisiens.

Cet esprit festif promettait toutefois d'être grandement éclipsé par la grogne sociale qui frappe plus que jamais l'ultime pays rescapé du Printemps arabe. Sept ans après le départ de Ben Ali, qui vit en exil en Arabie saoudite, nombre de Tunisiens estiment avoir gagné en liberté mais

perdu en niveau de vie. Malgré le succès relatif de sa transition démocratique, la Tunisie ne parvient pas, en effet, à s'extirper de la morosité économique et sociale. Au cours de la semaine écoulée, des manifestations pacifiques et des émeutes nocturnes ont secoué plusieurs villes. Alimentée par un chômage persistant, la grogne sociale a été exacerbée par des hausses d'impôts prévus dans le budget 2018, grignotant un pouvoir d'achat par ailleurs éprouvé par une inflation en hausse (plus de 6% fin 2017). Les protestataires réclament la révision du budget voté en décembre, mais aussi une lutte plus efficace contre la corruption, autre mal qui perdure. Devant le siège du puissant syndicat UGTT, un millier de personnes commençaient à exprimer dimanche matin ce vif mécontentement, à l'image de Foued El Arbi, brandissant un couffin vide avec la mention "2018". "Ce couffin vide résume notre situation médiocre sept ans après la révolution", a fustigé ce professeur de philosophie.

L'UGTT a appelé à une marche en centre-ville, tout comme le Front populaire (opposition). Ce parti de gauche a été accusé par le Premier ministre Youssef Chahed d'être responsable des troubles des derniers jours, lors desquels quelque 803 personnes soupçonnées de violence,

de vol et de pillage ont été arrêtées, selon le ministère de l'Intérieur.

Le président Béji Caïd Essebsi a, lui, décidé de marquer l'événement en se rendant au même moment dans le quartier populaire d'Ettadhamen, en banlieue de Tunis, où des heurts nocturnes ont opposé des jeunes contestataires aux forces de sécurité au cours de la semaine écoulée. Il doit inaugurer une maison de jeunes.

La révolution tunisienne avait été déclenchée par l'immolation par le feu - le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, une ville dans l'arrière pays déshérité - du vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi, excédé par la pauvreté et les humiliations policières. Sous la pression populaire, le président Ben Ali avait pris la fuite le 14 janvier. Ce soulèvement a fait 338 morts.

Pour la politologue Olfa Lamoum, les troubles sociaux des derniers jours "révèlent une colère portée par les mêmes (personnes) qui s'étaient mobilisés en 2011 et n'ont rien obtenu". "Cela fait sept ans qu'on ne voit rien venir. On a eu la liberté, c'est vrai, mais nous sommes plus affamés qu'avant", a résumé à l'AFP Walid, un chômeur de 38 ans rencontré à Tebourba, près de Tunis, un des fiefs de la contestation actuelle.

Le mouvement social a été lancé début janvier à l'appel de "Fech Nestanew" ("Qu'est-ce qu'on

attend?"), dont les instigateurs, issus de la société civile, réclament davantage de justice sociale, en réaction aux hausses d'impôts décidées dans le cadre du nouveau budget.

En difficulté financière, notamment après la crise du secteur touristique liée à une série d'attentats jihadistes en 2015, la Tunisie a obtenu en 2016 un prêt de 2,4 milliards d'euros sur quatre ans du Fonds monétaire international (FMI). En échange, elle s'est engagée à une réduction de son déficit public et à des réformes économiques.

Le président Essebsi, qui a rencontré, samedi, les responsables des partis au pouvoir, du patronat et de l'UGTT, a reconnu que le climat social et le climat politique n'étaient "pas bons". En soirée, le gouvernement a promis un plan d'action qui doit toucher plus de 120.000 bénéficiaires. Il coûtera plus de 70 millions de dinars (23,5 millions d'euros), a indiqué le ministre des Affaires sociales, Mohamed Trabelsi.

Il prévoit une aide à l'accès à la propriété pour les familles pauvres, des mesures visant à assurer "une couverture médicale pour tous", et une augmentation de l'allocation sociale en faveur des familles nécessiteuses, qui passera de 150 dinars (50 euros) à 180 et 210 dinars (60 et 70 euros) en fonction du nombre d'enfants, soit une augmentation d'au moins 20%.

Guinée-Bissau/Démission

Le chef du gouvernement jette l'éponge

AFP
Bissau/Guinée-Bissau

LE Premier ministre bissau-guinéen Umaro Sissoco Embalo a proposé au président José Mario Vaz sa démission, réclamée par le parti au pouvoir pour sortir de la crise politique, a-t-on appris samedi de sources concordantes.

Petit Etat d'Afrique de l'Ouest, La Guinée-Bissau traverse des turbulences politiques depuis la destitution en août 2015 par le président Vaz de son Premier ministre, Domingos Simoes Pereira, chef du Parti africain pour l'indé-

pendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC, au pouvoir), auquel M. Vaz appartient également.

M. Embalo, qui a pris ses fonctions en décembre 2016, a récemment remis sa lettre de démission au chef de l'Etat, selon une source à la présidence.

"Depuis la semaine dernière, j'ai envoyé une lettre en ce sens au président de la République", a indiqué le Premier ministre samedi soir, interrogé par l'AFP à ce sujet. "Je ne suis pas quelqu'un qui s'accroche au pouvoir. Si le président ne me fait pas confiance, je n'attendrai pas d'être limogé, je partirai", a-t-il expliqué. Lors de son dernier som-

met, le 16 décembre, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a de nouveau sommé les protagonistes de parvenir à une solution dans les deux prochains mois", sous peine de sanctions.

MM. Vaz et Pereira s'accusent mutuellement de faire obstacle à l'application de l'accord conclu à Conakry en octobre 2016, sous l'égide du président guinéen Alpha Condé dans le cadre d'une médiation de la Cédéao. Cet accord prévoit une "procédure consensuelle" pour choisir un Premier ministre "ayant la confiance du président" et devant rester en place jusqu'aux

élections législatives prévues en 2018.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé en septembre aux protagonistes de la crise de "lancer un véritable dialogue", notamment sur une révision de la Constitution.

En vertu de la Constitution, le choix du Premier ministre revient au parti majoritaire. Or, le PAIGC ayant perdu la majorité absolue de 57 sièges sur 102 à la suite de la fronde de 15 députés, M. Vaz veut s'appuyer sur une majorité alternative, constituée des 41 députés du Parti de la rénovation sociale (PRS), deuxième formation parlementaire, et de 15 frondeurs.

Avis et Communiqués

PETITES ANNONCES

IMMOBILIER

10478 — A VENDRE LIBRE-VILLE
FOND DE COMMERCE
HOTEL RESTAURANT BAR
EMAIL:
unhotelvendre@gmail.com

10480 — Part. loue à Nzenge-Ayong Dragages, studio bon standing pr jeune couple. Loyer mensuel 200.000F, eau comprise, libre de suite.05591151 ou 06063353.

10499 — VD sablière : Villa 5 ch 200M. 06 16 00 00

EMPLOI OFFRE

10411 — Importante société industrielle recherche pour sa filiale Gabon un Assistant Maintenance & HSE basé à Libreville.

Vous serez le garant de la maintenance curative et préventive des matériels et équipements afin de garantir leur disponibilité et efficacité et vous assisterez le Responsable QHSE dans ses missions.

Autonome, Rigoureux, vous connaissez les process de maintenance et les règles EHS. Vous maîtrisez l'outil informatique (Word, Excel, ...). Transmettre votre cv à recrutement.ppg@gmail.com

10494 — Filiale d'une multinationale embauche
- 1 Directeur des Ressources humaines Bac + 5 - 10 ans d'ex-

périence - Leadership avéré - Attentif - Créatif - Gestion des conflits sociaux - Bonne communication et intégration
- 1 Responsable RSE et Compliance Bac + 5 - 5 ans d'expérience en HSE et développement durable.

Savoir rédiger reportings - Communiquer - Esprit d'analyse - Prompte à réagir - Ethique - Organisé - Maîtrise de l'anglais.

Envoyer CV à
rhsgabon@yahoo.fr

EMPLOI DEMANDE

10218 — J.H Cuisinier togolais, bonne expérience cherche emploi. 07 31 61 64

10406 — Cptable Bac+4 en Fin.-Compta, 13 ans d'exp. dont 4 ans comme R.A.F., sachant monter liasse fiscale cherche emploi (R.A.F, chef compta et autres). 02 90 46 48 / 04 48 81 12

10458 — Maçon qualifié cherche emploi. tél: 07 30 81 07/02 16 63 52

10491 — H. Gab cuisinier - pâtissier cherche emploi chez particulier. 04 91 68 27.

10504 — J.F gab cherche emploi ménagère demi journée. Tel: 07 16 29 50

DIVERS

10416 — Tôles bac allu. en promo. Tél. : 04 54 60 39.

AVIS

GABON TELECOM

La société GABON TELECOM convie son aimable clientèle ayant au moins deux factures impayées au 31 décembre 2017, au titre des prestations Fixe, Internet et Mobile, à bien vouloir régulariser leur situation dans ses Agences Commerciales avant le 18 janvier 2018. Passé ce délai, GABON TELECOM se réserve le droit de procéder à la suspension définitive de ses prestations.

GABON TELECOM remercie sa clientèle de sa bonne compréhension et du respect des termes du présent communiqué. 10273

Afin de procéder à la remise des Médailles du Travail à leur personnel, les sociétés du GROUPE SOGAFRIC : SODIM TP, SOGAFRIC SERVICES, ELECTRA, TOYOTA GABON, GESPARG et KOMO GESTION GROUPE informent leur aimable clientèle de leur fermeture exceptionnelle le vendredi 19 janvier 2018 à 15h, sauf SODIM TP qui fermera à 12h. 10482

La société GESPARG demande à ce que la société ANTONIO BLEU, et son agent, M. GHILLIAN BRICE MAGHOUMBOU MOUCKEITOU (+241 06141595), injoignable depuis le 14/12/2017, restituent sous 48h à compter de la présente le véhicule de type TOYOTA PRADO TX immatriculé FL370-AA sous le contrat de location N°027983 du 14/06/2017 à notre base industrielle d'Oloumi.

A défaut de quoi, la société GESPARG se réserve le droit de porter l'affaire devant les autorités compétentes en la matière. 10483

cadre commercial supérieur zone Afrique cherche partenaire pour vendre pièce détachée de toute marque de camion, Bus, voiture, pneus etc. origine Japon Bon prix. whatsapp : +00886912112015.

E-Mail:
floor.yao@msa.hinet.net 10489

INCROYABLE PERMIS DE CONDUIRE FORMATION ACCELEREE 85.000F OFFRE LIMITEE. TEL: 02991092/07378822 10497